



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

21/03/2024

Palestine : il faut arrêter Israël

Les impérialistes occidentaux à leur créature Israël : « Continuez le génocide ! »

Entre les mots et les actes, il y a loin de la coupe aux lèvres

Nous l'avons déjà évoqué, la pseudo-aide des puissances impérialistes (USA, France et Royaume Uni), flanqués du docile royaume de Jordanie, est un leurre, destiné, à long terme, à mettre hors-jeu l'UNRWA et à permettre à l'armée israélienne de faire la police à sa guise dans la Bande de Gaza et, à court terme, d'amuser la galerie.

Pendant que, dans les mots, les dirigeants des puissances impérialistes d'Occident rivalisent de critiques envers Netanyahu, dans les actes, rien ne se fait. En visite en Israël dimanche 17 mars, le Chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré : « *Le but d'Israël dans cette guerre est juste mais nous ne pouvons pas ignorer les civils à Gaza* ».

Concernant l'attaque terrestre prévue de Rafah, le Chancelier a affirmé : « *Il faut prendre des mesures humanitaires. Où iront deux millions de civils ? Nous ne pouvons pas rester indifférents à la souffrance des civils palestiniens* ». Pourtant, le chancelier n'annonce pas le rétablissement du financement de l'UNRWA. Poudre aux yeux !!!

Quand-à Biden, il peut déclarer à la fois que « *Netanyahu fait plus de mal que de bien à Israël* », tout en réitérant le leitmotiv de tous les protecteurs de l'État sioniste depuis le 7 octobre : « *Israël a le droit de se défendre, le droit de continuer à attaquer le Hamas* ».

Si le temps des critiques verbales est venu (Séjourné a même trouvé intolérable l'assassinat de plus de 100 palestiniens voulant se ravitailler par l'armée sioniste), c'est tout simplement par ce que les travailleurs et les peuples du monde savent de plus en plus que nous sommes en face d'un génocide, par les armes ou par la famine et les maladies. Alors, il faut faire semblant, à cause de la pression, mais sans rien changer, en continuant d'armer les génocidaires. Ainsi, interrogé par un journaliste qui lui demande en particulier si une offensive israélienne massive à Rafah serait une « *ligne rouge* », Biden rétorque : « *Je n'abandonnerai jamais Israël. Défendre Israël reste d'une extrême importance. Il n'y a pas de ligne rouge où je veux arrêter totalement les livraisons d'armes ; les Israéliens ne seraient alors plus protégés par le Dôme de fer* ».

Impunité totale pour l'État colonial

L'exigence d'un cessez-le-feu, exprimée aussi bien par Biden que par Scholz ou même Macron, n'est pas compatible avec la poursuite de l'approvisionnement en armes et munitions de l'armée d'occupation. En réalité, derrière les mots, la volonté des puissances impérialistes est toujours la même : laisser Israël bénéficier d'une totale impunité.

D'ailleurs, Netanyahu l'a bien compris. Dimanche 17 mars, il a déclaré : « *Aucune pression internationale ne nous empêchera d'atteindre tous les objectifs de la guerre : éliminer le Hamas, libérer tous nos prisonniers et faire en sorte que Gaza ne constitue plus une menace pour Israël. [...] Nous ne devons pas céder à ces pressions et nous ne le ferons pas* ». Par ailleurs, en conférence de presse commune avec Scholz, il répond à ce dernier, qui s'inquiète avec des larmes de crocodile pour le sort des Palestiniens à Rafah en cas d'attaque massive terrestre, que l'attaque n'aura pas lieu avant l'évacuation ; « *Nous les laisserons partir* », ajoute, avec cynisme et mépris, le roi des menteurs. Et Scholz ne semble pas savoir que tout cela est une vue de l'esprit, totalement irréalisable, sauf à expulser les réfugiés de Rafah vers l'Égypte.

Plutôt que d'obliger les sionistes à ouvrir enfin les passages des camions à Rafah et à Kerem Shalom où ils sont des centaines à attendre, Biden amuse la galerie avec son port mobile. Manifestement, il ne s'est pas intéressé aux déclarations cyniques de généraux israéliens revendiquant d'utiliser la famine comme arme de guerre contre les

Palestiniens, ni au récent rapport de l'ONG Oxfam.

Ce lundi 18 mars, l'ONG a publié un rapport dans lequel elle accuse Israël de bloquer délibérément l'entrée de l'aide à Gaza, d'empêcher l'acheminement de la nourriture et des équipements médicaux « *en violation du droit international* ». Le rapport est très critique vis-à-vis de la puissance coloniale : « *Malgré sa responsabilité en tant que puissance occupante, les pratiques et décisions d'Israël continuent de bloquer et d'empêcher systématiquement et délibérément toute réponse humanitaire internationale significative dans la bande de Gaza* ». L'impunité d'Israël, on la voit aussi dans certains événements internationaux, sportifs ou autres, dans le « *deux poids, deux mesures* » avec la Russie. Israël participera à l'Eurovision ; l'équipe de football irlandaise, malgré ses réticences, doit jouer un match de sélection à la coupe d'Europe (Israël, l'euro péen !!!) sous peine d'une très lourde amende ; et les athlètes israéliens ne seront pas sous bannière neutre aux JO. On peut également citer, malgré les nombreuses protestations, le silence des autorités universitaires de notre pays, qui ont rompu très vite leurs contacts avec les universités russes, mais maintiennent ceux qu'ils ont avec les universités sionistes dont, pourtant, maints dirigeants s'expriment comme complices du génocide.

En France, il faut faire taire la parole antipalestinienne

Haro contre Sciences Po Paris

L'affaire est connue. Au sein de l'établissement universitaire, accueillant bien plus d'enfants de la petite et de la grande Bourgeoisie que des classes populaires, des étudiants, en nombre relativement important, ont le toupet de vouloir exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien. Et, pour cela, ils sont en butte aux attaques de l'Union des Etudiants Juifs en France (UEJF), une organisation sioniste, soutien inconditionnel de l'État colonial, comptant parmi ses membres des fascistes du BETAR, une organisation de jeunesse fasciste, liée aux sionistes révisionnistes de Jabotinsky (les plus réactionnaires) et spécialiste de la répression contre les organisations antisionistes, en Israël comme en France ou dans d'autres pays de l'UE. L'une des spécialités de ces militants de l'UEJF était de participer à des réunions d'étudiants dénonçant le génocide, de prendre en photo les dirigeants, de poster ces photos sur les réseaux sociaux favorables aux sionistes en donnant leurs coordonnées, et ceux-ci recevaient des messages d'insultes et de menaces. Par ailleurs, l'UEJF bataille inlassablement pour faire interdire toutes les réunions, conférences promouvant la défense des droits du peuple Palestinien.

Les étudiants favorables à la Palestine ont donc organisé, le 12 mars, journée universitaire de solidarité avec la Palestine, un meeting de solidarité avec les victimes du génocide et, au passage, ont rebaptisé l'amphithéâtre qu'ils avaient réservé pour leur réunion « *amphi Gaza* ». Une étudiante, membre de l'UEJF, connue pour avoir déjà pris pas mal de photos des responsables étudiants propalestiniens s'est vu refuser l'entrée dans l'amphithéâtre pour des raisons de sécurité. Il semble bien qu'elle et ses agissements étaient bien connus de beaucoup de participants qui ne souhaitaient pas être de nouveau pris en photo ou filmés. D'autres membres de son organisation étaient présents dans l'amphithéâtre.

C'est là que l'UEJF entre en scène en hurlant à l'antisémitisme en indiquant que l'accès lui avait été refusé « *parce qu'elle était sioniste* ». Peu importe que les organisateurs aient démenti cette version des faits, peu importe même que la jeune fille ait assurée elle-même ne pas avoir subi d'insulte, peu importe enfin qu'une quarantaine d'étudiantes et étudiants juifs aient signé un texte disant qu'ils avaient participé à l'événement et que la version rapportée par l'UEJF était fausse ! Les chiens étaient lâchés et la fable de l'antisémitisme allait se répandre comme tache d'huile. Les *media* et les hommes politiques de tous bords (à l'exception notable de dirigeants de la France Insoumise) allaient au mieux regretter l'attitude antisémite et au pire vouloir purger Sciences Po de son abcès « *gauchiste* ». Attal s'est même, contre tous les usages, invité au conseil d'administration de l'Institut, alors qu'il n'en a aucun droit, ce qui a déclenché la colère d'universitaires et de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (principal financeur de Sciences Po) arguant de l'indépendance des recherches universitaires. Les grands *media* au service de l'idéologie dominante ont réclamé une enquête, bref le délire d'un soi-disant antisémitisme galopant et son instrumentalisation ont gagné les ondes pour mieux cacher qu'en réalité, nos idéologues dominants sont inquiets que, même à Sciences Po, on veuille défendre la cause palestinienne.

Dans cette curée, l'accusation la plus formulée, outre le sempiternel antisémitisme, a été l'utilisation du mot gauchiste, avec tout le mépris et l'ignorance du sens de ce mot que peuvent porter les héros de droite des *media*. Revenons sur le sens réel du concept de gauchisme. Il est de ces mots qui appartiennent au vocabulaire du marxisme et du mouvement ouvrier qui ont été détournés de leur sens par l'idéologie dominante. Il y a de quoi être ébahi quand on voit que le mot gauchiste est utilisé aujourd'hui pour désigner Mélenchon, qui veut repeindre en vert le capitalisme, sans jamais le combattre, ou encore la bourgeoise Sandrine Rousseau.

Ce qui est frappant, c'est qu'il en est de la parole de l'UEJF comme de celle de l'État sioniste, elle n'est jamais

remise en cause, ni discutée, ni même interrogée. La doxa est prononcée et tout le monde suit.

Les mots interdits à l'égard d'Israël : colonialisme et occupation

Bien qu'elle soit plus proche des capitalistes que des prolétaires, puisqu'elle a été jugée « *femme d'influence* » par le magazine des multinationales « *Forbes* », Rima Hassan paie le prix fort en termes de critiques des *media* pour avoir osé revendiquer « *le droit de pouvoir critiquer une doctrine politique qui a une dimension coloniale* ». Les porte-parole de l'idéologie dominante rivalisent de piques acerbes contre cette jeune femme franco-palestinienne, née dans un camp de réfugiés en Syrie. Au mieux, elle est qualifiée de « *très controversée* » et certains « *spécialistes* », qui n'ont pas travaillé leur dossier, la voient comme « *la caution des jeunes de banlieues* », dont elle est fort éloignée, sociologiquement. En outre, elle se prononce pour un seul État démocratique binational : « *Mon idéal, c'est une cohabitation totale entre Israéliens et Palestiniens* », estimant « *qu'il n'y aura pas de solution à deux États* ». Mais, cette revendication implique forcément la disparition de l'État d'apartheid. Elle se trouve donc la cible, non seulement des défenseurs assumés d'Israël et du génocide, mais aussi des partisans de la voie à deux États, les idiots utiles des torts partagés et du fantôme des deux États.

Nous avons déjà évoqué le cas du cinéaste britannique Jonathan Glazer, vilipendé après sa déclaration sur la déshumanisation lors de la cérémonie des oscars. Voilà que 450 professionnels juifs du cinéma s'en prennent à leur tour à lui. Il lui est d'abord reproché, de manière assez classique, « *d'établir un parallèle entre un régime nazi, qui a cherché à exterminer une race de personnes et une nation israélienne, qui cherche à éviter sa propre extermination* ». Et pourtant, nombre d'observateurs ont comparé, à juste titre, la situation de Gaza à celle du ghetto de Varsovie. Un second grief est venu s'ajouter au premier, et il est d'importance, car il révèle le fond de la pensée des auteurs. Voici un passage ultérieur du texte : « *L'utilisation de mots comme "occupation" pour décrire un peuple juif autochtone défendant une patrie vieille de plusieurs milliers d'années et reconnue comme un État par les Nations Unies, déforme l'histoire.* ». On comprend que le cinéaste britannique a enfreint un tabou : il a prononcé le mot « *occupation* ».

Par ailleurs, cet extrait vaut son pesant d'or de mensonges. Non, le peuple juif vivant en Palestine n'est pas autochtone, il est composé de migrants, venant essentiellement d'Europe de l'Est, et aussi d'Afrique du Nord, les ashkénazes et les séfarades, qui sont des descendants de convertis ! Non, la « *patrie juive* » n'a pas des milliers d'année. C'est une légende bâtie par un livre collectif qui n'est en aucun cas une source historique absolue, puisque c'est un livre religieux. Les colons se sont installés à partir des années 20, réalisant une entreprise voulue par l'impérialisme britannique et les dirigeants sionistes, alors que les seuls descendants des Hébreux présents sur cette terre doivent être des Palestiniens dont les ancêtres se sont convertis au christianisme et à l'islam. Enfin, les États membres de l'ONU qui reconnaissent Israël ne le font que dans les frontières de 48, et, depuis 1967, exigent la restitution des territoires occupés. Il y a donc bien occupation, n'en déplaisent aux 450 menteurs, diffuseurs de la parole de l'État d'occupation.

Une mission pour les media : couvrir les crimes des sionistes

La liste est longue de ce que taisent ou déforment nos porte-parole de l'idéologie dominante.

Les attaques systématiques contre les locaux et personnels de l'UNRWA se poursuivent, l'agence de l'ONU en a dénombré 26 depuis le 7 octobre.

Après avoir quasiment détruit l'hôpital Al-Nasser de Khan Younes, l'armée d'occupation s'en prend de nouveau à celui de Gaza centre, Al-Shifa, qui est le plus important de la Bande de Gaza. Personne, de bonne foi, ne peut croire que ce soit pour riposter à des assaillants du Hamas, mais bien pour priver de soin les Palestiniens, ce qui est la pratique de l'armée génocidaire depuis le début du massacre.

Après l'ONU et les structures de soin, la troisième cible des soldats de l'État d'apartheid, ce sont les journalistes. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont été tabassés et enlevés par l'armée d'occupation devant l'hôpital Al-Shifa, justement, le 18 mars, et l'on ne sait où ils ont été conduits, révèle le journaliste de « *L'Humanité* » Pierre Barbancey.

En conclusion

La lutte de solidarité avec les Palestiniens, quelle que soit son ampleur ici ou là, n'est jamais vaine. Empruntons les mots de Georges Ibrahim Abdallah, le plus ancien prisonnier politique de notre pays, dont c'est le mois d'action pour obtenir sa libération : « *peut-être serait-il utile de rappeler que la solidarité internationale active s'avère une arme indispensable dans la lutte contre la colonisation de peuplement toujours en cours en Palestine et la guerre génocidaire qui lui est intimement liée. C'est en fonction de cette solidarité active que l'on peut participer aux changements de rapports de force ici dans le ventre de la bête impérialiste, et ailleurs [...] Bien entendu, vous n'êtes pas sans vous rendre compte que c'est en fonction de votre mobilisation solidaire active que*

les "fondés de pouvoir du capital" ont été obligés de céder et de lever l'interdiction de manifester en faveur de la solidarité avec le peuple palestinien. Autrement dit, le simple fait d'assumer la mobilisation solidaire sur le terrain international participe, en quelque sorte, au renforcement de la "convergence des luttes" ».

Georges Ibrahim Abdallah fait part également de sa confiance dans la victoire des opprimés : « Ce n'est que dans le cadre global de cette "Résistance historique" que s'affirme et s'épanouit la construction du sujet politique antisioniste et c'est précisément dans ce cadre que l'on peut mieux saisir l'articulation dynamique de ses composantes ainsi que les divers facteurs structurant "la volonté collective" de promouvoir l'agir anticolonial (antisioniste, anti-impérialiste). Ce n'est qu'à la lumière de tout ce parcours que l'on peut aujourd'hui comprendre pourquoi "la Palestine ne peut que vaincre" en dépit de tout ce qui paraît à première vue comme un énorme déséquilibre dans le rapport des forces. [...] Ce peuple a mis en échec toute la politique colonialiste de peuplement mis en œuvre depuis plus d'un siècle par l'expression sioniste de l'occident impérialiste. Le nettoyage ethnique de la terre de Palestine et de ses habitants indomptables est plus qu'un échec. Plus de la moitié du peuple palestinien vit aujourd'hui en Palestine historique. Le mouvement sioniste n'a jamais réussi et ne réussira jamais à briser la volonté inébranlable des femmes et des hommes, des jeunes et des moins jeunes palestiniens de mener la lutte sur tous les fronts pour libérer la Palestine, toute la Palestine. C'est cette Résistance historique profondément enracinée dans la mémoire collective qui sans cesse revivifie l'identité palestinienne. ».

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il faut poursuivre l'action inlassable de toutes celles et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, œuvrent pour la solidarité avec les Palestiniens et pour une Palestine enfin libre.

L'espoir est là, car l'État sioniste est en difficulté. Le Canada vient de décider de cesser de l'approvisionner en armes ; à l'initiative de la Belgique, le conseil des ministres des Affaires Étrangères de l'UE discute du gel de l'accord de coopération UE-Israël, même s'il est peu probable que les 27 se prononcent en faveur de ce gel. Et, le plus important, c'est que de plus en plus de travailleurs comprennent que la source du problème, c'est l'existence même de l'État autoproclamé d'Israël, sa nature coloniale et de plus en plus théocratique.

A partir de ce constat, la position du Parti Révolutionnaire Communistes est claire. Il ne s'agit pas de « jeter les Juifs à la mer », mais d'en finir avec un État d'apartheid, théocratique, lui-même intitulé « État-Nation du peuple juif ».

C'est pourquoi, nous soutenons les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés, formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire. Dans ce mois pour la libération de G. Abdallah, nous nous associons fermement à sa demande de libération et à son soutien à la lutte du peuple palestinien.